

A-2238/09-28



11-A, avenue de la Porte-Neuve | L-2227 Luxembourg | Tél.: 47 22 24 | Fax: 47 23 74 | E-mail: chfep@chfep.lu

A V I S

sur

les avant-projets de règlements grand-ducaux

- **déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays;**
- **fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental**

Par dépêche du 17 avril 2009, Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a demandé, "*pour le 20 mai 2009 au plus tard*", l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur les deux avant-projets de règlements grand-ducaux spécifiés à l'intitulé.

Avant-projet de règlement grand-ducal déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays

Le milieu scolaire, comme l'ensemble de la société luxembourgeoise, est fortement touché par l'immigration. Pendant les dernières décennies, l'on a assisté à une augmentation significative d'enfants nouvellement arrivés dans l'enseignement fondamental luxembourgeois. En raison de leur provenance variée, ces nouveaux arrivants présentent une grande diversité sur le plan linguistique: enfants allophones, enfants ne parlant et ne comprenant qu'une seule langue de l'école (le français ou l'allemand) avec souvent un niveau inégal de maîtrise de cette langue. L'intégration réussie de ces élèves à tous les stades de leur scolarisation se révèle un enjeu important pour l'école luxembourgeoise.

L'avant-projet de règlement grand-ducal sous avis, pris en exécution de l'article 34 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, a pour objet de réglementer le fonctionnement des cours d'accueil pour les élèves nouvellement installés au pays au sein des différents cycles d'apprentissage.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics salue la volonté du gouvernement d'harmoniser sur le plan national les mesures

d'accueil proposées. Encore faut-il se doter des moyens et ressources nécessaires pour réussir cette prise en charge difficile et exigeante! Il est en effet d'une importance capitale que les enfants acquièrent dès le début de solides bases dans une des langues de l'école. Une bonne initiation dans ce domaine constitue sûrement l'élément clé pour leur intégration et pour leurs apprentissages ultérieurs.

Dans ce contexte, la Chambre approuve les dispositions de l'article 13, qui prévoit que *"les leçons dispensées dans le cadre des cours d'accueil sont mises à la disposition (des écoles) en dehors du contingent des leçons attribuées par le ministre"*. De plus, en cas de besoin, *"des postes pour assurer des cours d'accueil peuvent être créés en cours d'année scolaire"*.

Le projet sous avis offre aux élèves primo-arrivants des cours d'accueil adaptés à leur profil individuel tout en les laissant suivre une partie des cours dans une classe d'attache, ensemble avec les enfants du même cycle. Le but des cours d'accueil est d'intégrer les élèves en question le plus rapidement possible dans les classes régulières en leur enseignant de manière intensive une des langues de l'école. La Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à attirer l'attention sur les difficultés et les limites d'une telle intégration, surtout si un enfant allophone n'entre dans l'enseignement fondamental que très tard au cours de sa scolarité. Il serait en effet irréaliste de penser que les cours d'accueil pourraient compenser toutes les lacunes dans de très courts délais. Par conséquent, l'orientation des élèves primo-arrivants après le 4^e cycle de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire pourrait s'avérer difficile dans certains cas.

Afin d'éviter l'isolement des enfants bénéficiant des cours d'accueil, il importe de maintenir un lien étroit avec les classes régulières. Partant, la Chambre des fonctionnaires et employés publics salue que les enfants suivent dès leur entrée dans l'enseignement luxembourgeois des cours communs avec les autres élèves de la même tranche d'âge dans une classe d'attache. Alors qu'au début cette intégration se limite aux domaines de développement et d'apprentissage qui ne mettent pas tant l'accent sur les compétences langagières (l'expression corporelle et les sports, les arts, la musique, ...),

elle pourra s'étendre progressivement sur d'autres domaines plus exigeants d'un point de vue linguistique, et ceci en fonction des compétences atteintes. Il va de soi que le seul critère valable pour régler les proportions entre le nombre de leçons de cours d'accueil et le nombre de cours suivis dans la classe d'attache est celui des progrès réalisés par l'élève lors de ses apprentissages langagiers. En aucun cas, l'augmentation du nombre d'enfants ayant besoin d'un cours d'appui ne devrait conduire à une diminution du nombre de leçons de cours d'appui dispensés à tout un chacun. Dans ce cas, l'offre de cours d'accueil devra être élargie.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics demande de clarifier l'article 4 en indiquant sans équivoque à qui incombe la tâche de fixer le nombre de leçons du cours d'accueil et les matières enseignées. Elle propose en conséquence de modifier le texte comme suit: *"Le nombre de leçons du cours d'accueil dont bénéficie l'élève et les matières dispensées sont fixés par les instituteurs qui prennent en charge l'élève. Ils sont fixés en fonction du bilan scolaire et langagier de l'élève, établi en collaboration avec les personnes investies de l'autorité parentale, selon le modèle en annexe 1, et son projet individualisé de formation élaboré au moment de l'inscription par le titulaire de la classe en collaboration avec l'instituteur en charge des cours d'accueil et l'équipe pédagogique"*.

Ensuite, considérant que l'apprentissage de la première des langues de l'école se fait de façon intensive, tandis que pour la seconde on ne procède qu'à une initiation, la Chambre des fonctionnaires et employés publics est d'avis que les cours intensifs devront avoir lieu quotidiennement. En ce qui concerne les instituteurs chargés des cours d'accueil qui enseignent dans plusieurs communes, il faudra garantir qu'ils assurent chaque jour des cours dans chaque commune. Dans ce contexte, la Chambre met en garde de ne pas gaspiller trop de temps pour les déplacements des instituteurs visés.

La Chambre constate par ailleurs que l'élève qui, au 3^e cycle, ne connaît aucune langue de l'école, apprend la langue allemande de manière intensive, alors que celui qui n'en connaît aucune au 4^e cycle apprend la langue française de manière intensive. La Chambre s'interroge sur les raisons qui ont amené le gouvernement à imposer

l'apprentissage de la langue française de manière intensive au 4^e cycle. En vue de l'orientation de l'élève vers l'enseignement secondaire, ne serait-il pas plus opportun de prendre en compte la filiation entre la langue maternelle et la langue à apprendre (familles germaniques, romanes, slaves, ...) pour déterminer le choix de la langue à enseigner de manière intensive?

Considérant la complexité de la mission des instituteurs chargés des cours d'accueil, la Chambre approuve la teneur de l'article 16, qui donne à ces derniers la possibilité de bénéficier d'une formation continue.

En ce qui concerne finalement les classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays qui peuvent être créées par l'État en cas de besoins exceptionnels dépassant le cadre communal (articles 17 à 24 du projet), la Chambre des fonctionnaires et employés publics constate qu'elles fonctionnent selon les mêmes principes que les cours d'accueil. Tout en notant que le texte ne se prononce pas sur les effectifs des classes d'accueil, la Chambre estime qu'il faudra limiter le nombre d'élèves à 8 enfants au maximum afin de garantir aux apprenants une prise en charge individualisée et une méthodologie adaptée aux exigences d'une telle classe.

Avant-projet de règlement grand-ducal fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental

C'est un fait établi que l'enseignement fondamental n'a pu fonctionner jusqu'à ce jour sans avoir recours à des remplaçants temporaires bénéficiant d'un contrat d'engagement à durée déterminée. Malgré les efforts de recrutement en personnel enseignant breveté déployés ces dernières années par les autorités politiques, la pénurie d'instituteurs n'a pas encore pu être résorbée, de sorte qu'il sera aussi nécessaire de faire appel à l'avenir à des remplaçants temporaires. La Chambre des fonctionnaires et employés publics salue l'intention du gouvernement de vouloir étoffer la réserve de suppléants de façon à ce que les remplacements puissent être assurés dans la mesure du possible par les membres de la réserve, l'objectif étant d'as-

surer à moyen terme la presque totalité des remplacements par des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants.

L'avant-projet de règlement grand-ducal sous avis, qui a pour base légale l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, a pour objet de fixer les conditions et les modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental. Après son admission au stage, le candidat devra notamment effectuer un stage de quatre semaines dans les différents cycles de l'enseignement fondamental et confectionner un portfolio qui comprend des préparations écrites des activités d'apprentissage, des réflexions quant au processus d'apprentissage des élèves, des réflexions quant aux modes d'évaluation des performances des élèves et une description de l'approche préconisée quant au contact avec les parents d'élèves.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics ne peut partager l'avis des auteurs du texte, qui allèguent à l'exposé des motifs que *"les exigences liées à l'octroi de l'attestation habilitant à faire des remplacements délivrée par le Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental ne devraient pas être exagérées, étant donné qu'il doit être visé de ne recourir aux détenteurs de celle-ci que dans des cas limités et, si possible, que pour des remplacements de courte durée"*. Outre que de telles prémisses fixées dans un exposé des motifs discréditent la profession d'instituteur en affirmant que les exigences pour faire le remplacement temporaire d'un instituteur devraient être assouplies, il est tout aussi vrai que personne ne peut prédire si le recours à ces remplaçants se réduira dans la réalité à *"des cas limités"* de *"remplacements de courte durée"*. A défaut de chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, il peut bel et bien arriver qu'un remplaçant, détenteur de l'attestation susmentionnée, doive assurer un remplacement de longue durée.

La Chambre estime qu'à côté des quatre semaines de stage à accomplir dans les différents cycles de l'enseignement fondamental et de l'élaboration du portfolio susmentionné, l'évaluation des candidats devrait également comporter une appréciation des titulaires de classes, patrons de stage. Partant, elle propose de compléter l'article

3 de la façon suivante: "*À la fin du stage, les quatre titulaires de classe transmettent une appréciation du candidat à l'inspecteur d'arrondissement*".

En ce qui concerne les indemnités accordées aux patrons de stage, la Chambre des fonctionnaires et employés publics prend note que ces indemnités restent identiques à celles fixées à la fin des années quatre-vingt et qu'elles subiront dorénavant la même adaptation au coût de la vie que les traitements des fonctionnaires de l'État. Elle se demande toutefois s'il ne faudrait pas ajuster lesdites indemnités aux réalités de l'an deux mille neuf avant de les adapter au coût de la vie.

La Chambre peut finalement se déclarer d'accord avec les dispositions transitoires, qui fixent les conditions permettant aux détenteurs d'un diplôme les habilitant à enseigner soit au premier cycle, soit au deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental, d'obtenir l'attestation les habilitant à faire des remplacements dans tous les cycles de l'enseignement fondamental.

Sous la réserve des observations et propositions qui précèdent, la Chambre des fonctionnaires et employés publics se déclare d'accord avec les avant-projets lui soumis pour avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 18 mai 2009.

Le Directeur,

G. MULLER

Le Président,

E. HAAG